

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 22 fr.; Un an, 42 fr. — LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES: 20 centimes la ligne RECLAMES: 25 centimes — On traite à forfait.

# JOURNAL DE ROUBAIX

## MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 17, 7 21, 8 21, 9 53, 11 26, m., 12 26, 1 56, 3 42, 5 11, 6 43, 7 38, 9 36, 11 11, s. — Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 18, 8 48, 10 13, 11 44 à Roubaix, 5 20, 7 00, 8 30, 9 55, 11 05, 12 57, 2 20, 4 30, 5 30, 7 55, 10 05, 11 15. — Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 10, 7 12, 8 12, 9 46, 11 17, 12 17, 1 47, 3 33, 6 03, 7 28, 9 24, 11 02. — Mouscron à Lille, 7 00.

ROUBAIX, 12 JANVIER 1875

Laisant de côté toute question de personnes, nous pensons que la mort de Napoléon III ôte à notre pays une grande et dangereuse tentation. Dans l'état de matérialisme politique où nous sommes parvenus, où nous ont amenés les révolutions et l'esprit révolutionnaire, les intérêts matériels et immédiats sont tout ce que l'on considère, et beaucoup de gens en France prévoyant les futures épreuves, les prochains déchirements dont nous menace le radicalisme, se disaient, sans oser toujours l'avouer: « Le gendarme est là! » s'il le faut, nous l'irons chercher?

C'était, en effet, comme le gendarme de la Révolution, que l'empereur Napoléon s'était fait accepter en Europe, et s'était imposé à la France. Il y a dans ce mot toute la définition de l'Empire, gouvernement aussi funeste par l'absence de tout sens moral supérieur autant que par ses œuvres. Mais si l'empire a dans nos malheurs la responsabilité la plus directe et la plus terrible, s'il a travaillé à cette désorganisation de la France par sa politique sans honneur, sans moralité et sans justice, sachons aussi reconnaître qu'il n'a point fait tous les maux dont nous souffrons et qu'en un certain sens, avant de devenir cause, il est venu à son tour comme un effet, comme un fruit révolutionnaire, comme l'expression même de l'ordre social matérialiste et éphémère où nous sommes tombés.

Il a marié notre décadence et multiplié nos ruines! Mais que la France, dans cette décadence et dans ces ruines, sache aussi accepter une responsabilité collective. C'est un aveu nécessaire, une confession indispensable pour retrouver ce repentir chrétien qui seul peut régénérer les nations comme les hommes. Il est permis d'espérer que la disparition de l'homme qui était non-seulement l'incarnation d'un régime politique, mais même l'expression d'un état social également désastreux, aidera notre pays à chercher plus haut et plus profondément, et à trouver les vraies conditions d'un ordre social et politique capable de rendre à la France sa grandeur ancienne et son honneur.

On nous écrit de Versailles, en date d'hier:

« J'apprends qu'une importante réunion de la droite vient d'avoir lieu aux Réservoirs sous la présidence de l'Evêque d'Orléans. Bon nombre de membres du centre droit y assistaient, ce qui est un indice trop important pour que nous ne le fassions pas remarquer.

« Il s'agissait de savoir si la nomination de M. de Corcelle devait empêcher l'interpellation déposée par M. de Belcastel. La réunion ne l'a pas ainsi pensé. C'est M. de Guiraud, un membre du centre droit,

pris le premier la parole pour examiner quel devait être le rôle de la France en Europe à l'heure présente et dans l'avenir. Ses paroles ont vivement impressionné la réunion. M. de Belcastel, dans un discours très-moderé, s'est expliqué sur la portée de son interpellation.

En somme, on a pensé que la nomination de M. de Corcelle n'expliquait pas la retraite de M. de Bourgoing, et qu'il était bon, après tout, de connaître par quelles garanties nouvelles un ambassadeur catholique avait pu accepter le poste qu'un ambassadeur non moins catholique avait dû abandonner.

Mais, afin de ne pas envenimer le débat, par des surprises de tribune, Mgr Dupauloup a proposé de nommer des commissaires qui auraient d'abord une conversation à ce sujet avec M. Thiers. Il serait ainsi possible, non-seulement de préparer le terrain de l'interpellation et de le circonscire, mais encore de s'expliquer sur certaines choses qui trouveraient peut-être difficilement leur place à la tribune; on pourrait notamment savoir s'il ne serait pas possible d'avoir près de Victor-Emmanuel quelqu'un qui, sans être aussi catholique que M. de Corcelles, le fut un peu plus que M. Fournier.

M. Chesnelong a très-éloquemment appuyé. Mgr Dupauloup et six commissaires ont été nommés. Ce sont: Mgr Dupauloup, MM. Chesnelong, Baragnon, de Guiraud, de Mérode, et, naturellement, M. de Belcastel.

On prétend que les dissidents du centre gauche qui ont voté pour M. Casimir Périer sont décidés à former un groupe à part qui prendrait le nom de réunion Feray. Quel sera le programme de cette nouvelle église? Nul ne le sait, et il n'est pas bien sûr que les fidèles qui la composent le sachent eux-mêmes.

Voici la conclusion de la lettre de M. de Belcastel:

« Il y a environ trois cent trente à trois cent cinquante députés dans ces deux camps parlementaires, qui sont foncièrement monarchistes. Et dans le centre gauche, il en est un nombre plus grand qu'on ne le croit qui adhèrent à la République, uniquement par résignation et à contre-cœur.

« L'auteur de ces lignes a eu naguère, avec un des membres considérables de cette réunion, un entretien d'où il était permis de conclure sa sympathie pour la Monarchie.

« Il n'est pas jusqu'à la gauche républicaine où ne siègent des hommes préférant sincèrement la liberté sous un roi à l'état de siège sous la République. J'en pourrais même nommer qui ne craindraient pas de dire en tel événement: Je suis un républicain qui ai pris mon parti.

« Dans cet état de choses, une majorité n'a rien d'in vraisemblable; elle serait certaine, si chacun suivait librement sa pente, et la plus faible majorité entraînerait, à l'heure même qui suivrait le vote, cent voix de plus.

« Le vote ainsi solennellement émis par l'Assemblée nationale serait exécuté, car il serait la loi. L'armée obéira toujours à la loi. Qui oserait douter de la loyauté des braves généraux Ladmirault, Mac-Mahon, d'Aurelles, Bourbaki, Espivent, Ducrot?

« Si les factieux élevaient des barrières devant d'être renversées par la force, elles tomberaient d'elles-mêmes devant la réprobation nationale. L'immense majorité du peuple français verrait s'ouvrir devant elle un horizon de paix, de sécurité, d'honneur et de liberté.

« Que faut-il donc? Oser. Plus d'un, peut-être, l'heure venue, osera conjurer l'Assemblée de prononcer l'arrêt de vie pour la France. C'est un devoir, et si un échec possible est attaché à cet acte d'initiative, il y a un échec assuré, peut-être irréparable à ne rien oser.

« Un dernier mot: « Lors de la proposition des prières publiques, un député considérable de la droite, qui fait néanmoins profession de foi catholique, eut peur pour Dieu, et, maudissant le téméraire qui le compromettait, il sortit de l'enceinte législative pour ne pas voir une défaite que sa prudence jugeait certaine. Quand il revint, à sa grande surprise, Dieu avait triomphé. Il fut plus heureux de le savoir vainqueur qu'il n'eût été fier d'avoir prophétisé contre lui.

« *Audentes fortuna juvat*, disait l'antiquité païenne, et la trahison chrétienne de cet adage peut s'écrire ainsi:

« Fais ce que dois, advienne que pourra. »

GABRIEL DE BELCASTEL.

Deux documents d'un vif intérêt historique, adressés à l'Indépendance belge, sont destinés à clore ce que l'on a appelé l'incident Gramont. Le premier est la lettre que M. le comte de Beust vient d'adresser, sous la date du 4 janvier courant, à M. de Gramont pour rétablir les faits. Le second, formant annexe à cette lettre, est une dépêche de M. de Beust à M. de Metternich, en date du 11 juillet 1870, c'est-à-dire postérieure aux paroles comminatoires prononcées à l'adresse de la Prusse, par M. de Gramont, à la tribune du Corps législatif, et antérieure à la déclaration de guerre. Cette dépêche établit la situation et les résolutions du gouvernement austro-hongrois et constate que la France ne doit pas faire entrer dans ses calculs le concours armé de l'Autriche. M. de Beust y reconnaît que des pourparlers ont eu lieu, dans lesquels le cas d'une guerre éventuelle a été discuté; mais il affirme que rien n'a été arrêté et qu'il s'agissait, d'ailleurs, de guerre défensive, et non pas de la première guerre venue où il plairait au gouvernement français de se lancer selon sa fantaisie.

Si quelques paroles du prince de Metternich, en quelques passages de dépêches postérieures, ont pu donner au cabinet des Tuileries l'espoir d'un concours éventuel de l'Autriche, autre qu'un concours purement diplomatique, ce n'a pu être qu'un espoir très-vague, fort différent de la confiance résultant d'une alliance préexistante, et la dépêche du 11 juillet 1870 en explique fort bien le pourquoi. « C'est que le gouvernement austro-hongrois n'avait qu'une confiance relative dans la sincérité et la droiture du gouvernement des Tuileries, et qu'il craignait en accentuant avec trop de raideur sa résolution de ne point sortir de la neutralité, un accès de mauvaise humeur qui, par une de ces brusques

évolutions dont le souverain de France avait donné plus d'un exemple eût conduit celui-ci à s'entendre tout coup aux dépens de l'Autriche avec un autre puissance. »

### La politique et la boisson.

Dans son dernier numéro des *Guêpes*, Alphonse Karr cherche à faire ouvrir les yeux à ces malheureux ouvriers qu'on empoisonne chaque jour de boissons frelatées et de théories odieuses. Les conseils excellents que donne l'éminent écrivain seront-ils compris de ceux auxquels il s'adresse? nous en doutons, mais notre confrère n'en a pas moins rempli son devoir d'honnête homme. Aussi est-ce avec plaisir que nous reproduisons les lignes suivantes:

« Autrefois on n'avait à s'occuper de l'ivrognerie que pour ses inconvénients et ses vices propres, et Dieu sait que c'était déjà un assez triste et redoublé fléau.

Aujourd'hui il faut s'en préoccuper et s'en préoccuper sérieusement, au point de vue de la politique, au point de vue de la tranquillité et de la paix des villes et des nations, — peut-être même au point de vue de l'existence de la société.

En effet, ce n'est plus toujours pour se distraire, pour se réjouir, pour traiter certains affaires particulières que l'on va en certains cabarets ou cercles. C'est pour y exercer sa charge et ses fonctions de troisième pouvoir de l'Etat; c'est pour gouverner le pays, — pour déployer pour ou contre le gouvernement — plutôt contre que pour — des connaissances acquises non en feuilletant de coûteux bouquins, mais au fond des choppes et des petits verres.

Les vapeurs de l'absinthe produisent sur les citoyens assemblés l'effet que produisaient sur la sibylle de Delphes les émanations du soufre sur lequel était placé son trépied sacré.

Ils voient, ils savent, ils prévoient tout; ils décident, ils règlent tout; ils résolvent d'un mot des problèmes sur lesquels se sont fatigués la méditation et la sagesse des siècles.

Sous cette influence inspiratrice, ces hommes qui ont tant de mal parfois à faire marcher médiocrement leurs petites affaires et à gouverner leur famille gouvernement sans hésiter le pays, déclarant que Thiers est un crétin, Cluseret un Achille, Dufaïsse un grand écrivain, Gambetta un grand homme et Vermech un poète dont Hugot est jaloux.

Ils sont, il est vrai, aidés, dans cette besogne si laborieuse de gouverner l'Etat, par un ou deux ou trois journaux toujours les mêmes, — car ils mettent leur honneur à n'entendre qu'une plaidoirie et qu'un avocat rabâchant des théories insensées, des phrases creuses et sonores, toujours les mêmes — le plus souvent non signées — qu'ils apprennent par cœur, qu'ils répètent sans les comprendre.

Il entre chez lui — il trouve une chambre sans feu, les enfants sont hâves, chétifs, tristes, mal habillés; — le dîner se compose de légumes cuits à l'eau, peut-être achetés à crédit; la femme se plaint, le propriétaire est venu réclamer deux termes échus; — on est venu de l'atelier où il n'est pas allé depuis trois jours, demander s'il est prêt à

rances chimériques, les haines injustes, les confiances aveugles, — et que tant de malheureux dupes se préparent à l'émeute à la bataille des rues, à la prison, au bagne, à la mort, dont leurs chefs sauront bien se garantir en se mettant du côté des vainqueurs.

### LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 11 janvier.

M. de Journel, capitaine de frégate, est nommé commandant de l'*Orénoque*, en remplacement du capitaine Bric.

Un certain nombre des membres de la droite se montrent peu satisfaits des concessions qui ont été faites par la 4<sup>re</sup> sous-commission des Trente à M. Thiers. C'est le centre droit qui domine dans cette sous-commission, mais il faut espérer que, dans la commission générale,